

# Notre 101<sup>e</sup> département français ou une histoire coloniale dans un territoire en crise et une misère humaine qui s'ajoutent aux catastrophes naturelles.

1991 : Mayotte comptait 76 000 habitants,

2023 : 300 000 dont 100 000 immigrations illégales

*Au départ, les Comores* étaient composées de La Grande Comore, Anjouan, Mohéli et de Mayotte. C'est un ensemble géographique très ancien avec une même appartenance ethnique, historique et religieuse (l'Islam) car proche de l'Afrique.

Dans la mémoire précoloniale, les Comores étaient appelés « l'archipel aux sultans batailleurs » car caractérisées par des razzias et des rivalités entre sultans des quatre îles. Mayotte a été vendue par son sultan en 1811.

Les Comores ont été colonies françaises de 1846 à 1961 puis sont devenues département français en 2011.

Les accords de Paris du 15 juin 1973 avec la France et Moroni s'accordent pour une unité de territoire.

« Le mouvement des chatouilleuses » de 1966 à 1976 était un mouvement de protestations de femmes contre l'autorité territoriale à la veille de l'indépendance.

Ce mouvement, en mahorais, signifie « des actions pour chatouiller = humilier » a été lancé par Zaïma Méresse, sous Valérie Giscard d'Estaing suite à un référendum des îles comoriennes en 1976 où seuls les mahorais ont voté contre l'indépendance. La France décide de conserver Mayotte, à rebours de la position de l'ONU (Assemblée générale du 14/12/1973 rappelant l'unité et l'intégralité du territoire).

Rappelons-nous l'intervention du mercenaire Bob Dénard.

C'est un état bricolé (« magnégné » en mahorais). En 65 ans, Mayotte a connu 5 statuts différents d'où ce sentiment de déclassement.

**Mais Mayotte représente des intérêts stratégiques importants pour la France. Située au cœur de l'Océan Indien, Mayotte est un lieu de passage mais aussi de contrôle. C'est pourquoi la France installe une base de la légion étrangère en 1975 puis une base navale de grande dimension en 1976.**

**Situation sociale du pays :** 4 logements sur 10 sont en tôle (« les bangas ») et sont de l'habitat insalubre.

30% des logements n'ont pas d'eau et 10% pas d'électricité.

Des coupures d'eau jusqu'à 4 fois par semaine.

77 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté mais avec un PIB 9 fois supérieur des autres îles des Comores. Ce qui explique que depuis 1975 il y a un flux migratoire important. Celui-ci s'effectue au moyen des « kwassa-kwassa » qui sont de frêles embarcations de 6 à 9 mètres, surchargés, qui font les 70 kilomètres jusqu'à Mayotte.

*C'est l'un des principaux cimetières marins, dont on ne parle pas.*

Le développement économique est porté par la création d'emplois publics mais occupés, pour l'essentiel, par des « expats » (expatriés métropolitains) tandis que le taux d'emploi en 2018 pour les locaux est de 38%.

Les écoles sont surchargées, délabrées avec un sous-effectif d'enseignant. Les structures sont frappées par l'obsolescence, l'insuffisance de l'entretien et par l'afflux de nouvelles populations.

« Les difficultés d'accès aux services publics, l'insuffisance de la prise en charge des problèmes de santé, le manque de moyens, le déni des droits à l'éducation (des écoles en préfabriqués), l'inertie sur la protection de l'enfance, des délais de traitements excessifs sur la prise en charge de l'handicap, des atteintes aux droits répétés (RSA minoré de 50%) ont été constatés » dans le rapport « Mayotte sans droits » d'octobre 2019 par le défenseur des droits ».

« Les problèmes d'emploi et de formation professionnelle, le système éducatif au rabais avec la déscolarisation, le chômage, la malnutrition, le mal logement, la pauvreté, l'occidentalisation de la société avec la perte de ses valeurs traditionnelles, l'immigration explosive sont les conséquences d'une gouvernance post coloniale et d'un abandon programmé de l'Etat français ».

« Ce sentiment de dépossession s'est traduit par une hostilité grandissante vis-à-vis des personnes issues de l'immigration, prenant parfois la forme de mobilisations violentes. En 2016, à la suite d'une crise de l'eau imputée à la surpopulation du territoire provoquée par l'immigration clandestine, des collectifs villageois de Mahorais se sont formés pour procéder à des « décasages » qui ont pris la forme d'opérations d'identification et d'expulsion de personnes en situation irrégulière installées sur des terrains qui ne leur appartenaient pas, sans susciter de réaction de la part de l'État qui a laissé faire.

Si ces mobilisations illégales ne doivent bien sûr pas être légitimées, il faut rappeler le terreau dans lequel elles s'inscrivent et qui les a rendues possibles et comment elles ont pu préfigurer cette opération de « reprise » par le gouvernement, déjà mis à mal par des difficultés administratives et diplomatiques et dont l'efficacité sur les moyens et longs termes posent de nombreuses questions. »

Ce qui a encouragé le ministre de l'intérieur **Gérard Darmanin** à lancer l'Opération «Wuambusha » (reprise en mahorais) le **24 avril 2023**, à Mayotte.

C'est une action militaro-policière (de 1800 agents) qui a pour objectif de détruire des bidonvilles et d'expulser 10 000 étrangers. Celui-ci avait affirmé « l'Etat va mettre de l'ordre » : opération de « décasages » de destructions des cases ! A ce titre la France a été condamnée à plusieurs reprises pour des pratiques de rattachements arbitraires de mineurs à des adultes qu'ils ne connaissent pas. (Cimade - mai 2023).

**En avril 2024**, Darmanin récidive par l'acte II de son opération « place nette » (Wuambushu) afin de lutter « contre l'insécurité, l'immigration illégale et l'habitat insalubre » (dixit Darmanin) ainsi que l'idée de supprimer le droit du sol pour le territoire de Mayotte (février 2024).

**Mi mars 2024**, apparition du choléra. Cette maladie est propagée par l'absorption d'aliments ou d'eau contaminée. « Le choléra reste une menace à l'échelle mondiale ». 20 pays sont concernés. «Il est un indicateur d'absence d'équité et d'un développement social insuffisant ». Wikipédia

**21 novembre** : une nouvelle opération de destructions est prévue, menée par l'Etat, pour démanteler le bidonville de Mavadzani et ses 2000 habitants. La plupart sont en situations irrégulières et non pas de solutions de relogements.

**14 décembre 2024**, le cyclone Chido s'abat sur l'archipel avec des vents de plus de 220 kilomètres par heure et laisse celui-ci sous les décombres : des bidonvilles détruits (25% des « bangas »), le système hospitalier endommagé, le port dévasté.

**Cette dévastation démontre le désintéressement de la métropole, la faillite des administrations publiques par une approche verticale de Paris et des décisions paternalistes.**

**Cette catastrophe illustre la vulnérabilité des territoires les plus pauvres face aux changements climatiques Le père Noël arrive le 19 décembre avec une hotte pleine de paroles vides et parfois choquantes\* quand il évoque la faute aux émigrés. Une manière de se défaire de ces responsabilités dans ce drame humain.**

Des propos choquants que Macron a tenu et qui ont paru dans Valeurs Actuelles en octobre 2019 et dans Le Monde en avril 2023 (« des propos racistes et homophobes » sic).

Dans sa hotte il promet 18 millions d'euros alors que pour le nettoyage de la seine au JOP on a trouvé 1,5 milliards d'euros.

**Puis il est reparti et a annoncé une journée de deuil national le lundi 23 décembre où, très ému, sur le parvis de l'Élysée il nous a fait« pleurer ».** NB on n'a pas entendu nos grands donateurs de la reconstruction Notre Dame proposer quelques deniers.

**Le 30 décembre c'est au tour du nouveau 1er ministre pour combien de temps, François Bayrou, accompagné de 49,3 (E. Borde), du docteur Scweitzer-Neuder et plus, annonce « un plan Mayotte » ; un programme miraculeux de fin d'année promettant « d'interdire la reconstruction des bidonvilles » (où vont-ils aller ?), de promettre le rétablissement de l'électricité « d'ici fin janvier » en attendant ? Comment vont-ils faire ?, le retour de la production d'eau potable comme avant le cyclone, pour début janvier alors qu'il y avait déjà des coupures et l'envoi de gendarmes et de policiers supplémentaires.**

